

Justice climatique, genre et énergie



Le secteur de l'énergie englobe un réseau vaste et complexe d'entreprises engagées dans la production et la distribution d'énergie, essentielle pour alimenter l'économie et soutenir la production et le transport, ainsi que les foyers privés. L'utilisation des combustibles fossiles est l'une des causes profondes du changement climatique. Malgré leur rôle essentiel dans la vie quotidienne, il est impératif de les éliminer progressivement. Cette note d'information présente brièvement les relations entre l'inégalité des sexes et la justice énergétique, en donnant des exemples de projets énergétiques inclusifs et durables, ainsi que des recommandations.

Les systèmes énergétiques sont généralement classés en fonction de la source d'énergie qu'ils utilisent : les énergies non renouvelables (combustibles fossiles) et les énergies renouvelables. Compte tenu de l'impact considérable de l'énergie fossile sur le changement climatique, la décarbonisation des systèmes existants paraît être une question urgente. Les systèmes énergétiques doivent évoluer vers des sources renouvelables, telles que l'énergie éolienne et solaire. En outre, il est indispensable de réduire la consommation d'énergie dans les pays du Nord et d'assurer une répartition plus équitable de l'accès à l'énergie.

En 2015, l'UE a adopté la stratégie de l'Union de l'énergie avec pour objectif de diversifier les sources d'énergie et de favoriser la coopération entre les nations de l'UE, en visant un marché intérieur de l'énergie tout en adoptant les principes de l'Accord de Paris pour décarboniser l'économie (réduction des émissions de CO₂). Cependant, malgré les compétences partagées au sein de l'UE dans certains domaines de la politique énergétique en vertu de l'article 194 du TFUE, chaque État membre conserve le droit de déterminer ses conditions d'exploitation des ressources énergétiques, ses préférences en matière de sources d'énergie et sa structure globale d'approvisionnement en énergie. Bien que la consommation d'énergie renouvelable augmente chaque année, en 2021, la majeure partie

de l'énergie de l'UE provenait de combustibles fossiles, en particulier du gaz naturel, ce qui met en évidence la lenteur persistante de la transition verte de l'Europe. Il est de plus en plus évident que les crises énergétiques ont un impact disproportionné sur les femmes et les filles, y compris les personnes LGBTIQ. Pourtant, la question du genre et de l'énergie n'est pas suffisamment étudiée. L'absence d'intégration transversale et transformatrice du genre dans les politiques énergétiques, les réglementations et les subventions contribue à exacerber les inégalités. Il est primordial de reconnaître et d'aborder les intersections cruciales dans la relation entre le genre et l'énergie afin de générer des solutions climatiques. Il ne s'agit pas seulement de promouvoir les technologies à haut rendement énergétique, mais aussi de garantir l'équité dans l'utilisation de l'énergie et d'ajuster fondamentalement les politiques macroéconomiques qui sont actuellement axées sur une utilisation illimitée de l'énergie.

La domination masculine dans la prise de décision en matière d'énergie : de la politique à la maison

Le secteur de la production industrielle d'énergie au niveau mondial est historiquement dominé par les hommes, avec 76 % de femmes de moins que d'hommes. Dans l'UE, la disparité des salaires entre les hommes et les femmes dans le secteur de l'énergie est de près de 20 %, et les femmes n'occupent que 20 % des postes de direction dans certains sous-secteurs de l'énergie. Les données montrent également que les femmes sont sous-représentées à tous les niveaux de la prise de décision politique dans le monde, y compris au Parlement européen, ce qui affecte leur capacité à participer à l'élaboration des politiques.

Dans la sphère domestique, le déséquilibre entre les sexes dans la prise de décision est également visible dans la vie quotidienne. Par exemple, en Allemagne,

Crédit: Yating Yang





les investisseurs typiques dans les énergies renouvelables domestiques sont les hommes, qui ont un revenu plus élevé, un niveau d'éducation plus élevé, de fortes convictions pro-environnementales et qui vivent généralement dans des zones rurales. En revanche, les femmes ont tendance à moins investir dans la rénovation des maisons en matière d'énergies renouvelables, non pas parce qu'elles ne sont pas intéressées, mais parce qu'elles craignent les dépenses, étant donné qu'elles ont généralement un revenu disponible et une épargne financière limités. Cela démontre l'importance d'inclure diverses perspectives de genre à la fois dans le secteur de l'énergie et dans l'élaboration des politiques, afin de s'assurer que les besoins substantiels des femmes sont pris en compte.

Rôles de genre et pauvreté énergétique : du travail non rémunéré à l'augmentation du coût des combustibles

L'énergie est à la base de toutes les activités économiques, y compris le travail non rémunéré, comme les soins et les tâches ménagères qui incombent encore principalement aux femmes dans le monde entier. Au cours de la première année de la pandémie de COVID-19, on a estimé que les femmes de l'UE consacraient 18 heures par semaine à la cuisine et aux travaux ménagers, contre 12 heures pour les hommes. Dans les pays du Sud, les femmes passent jusqu'à 18 heures par semaine à collecter du combustible pour la cuisine. Cela signifie que les femmes et les filles du Sud connaissent des conditions de santé et de sécurité précaires lorsqu'elles cuisinent avec des combustibles toxiques et souillés, car elles sont exposées à la pollution de l'air à l'intérieur des habitations. En outre, elles doivent parcourir de longues distances pour collecter de la biomasse/du bois de chauffage, ce qui les expose souvent à des violences sexistes. En Europe, les femmes passent plus de temps à la maison, ce qui signifie qu'elles dépendent davantage du chauffage et de la qualité de l'air intérieur que les hommes. Il est

essentiel d'intégrer une perspective de genre dans les politiques et les projets énergétiques pour offrir à tous des opportunités saines et un accès à l'énergie propre.

Les rôles attribués aux hommes et aux femmes n'ont pas seulement une incidence sur la consommation d'énergie, mais aussi sur l'accès à l'énergie et son coût. La « féminisation » de la pauvreté énergétique consiste à reconnaître que les femmes et les filles sont touchées de manière disproportionnée par la pauvreté énergétique, qui se traduit par un accès insuffisant à l'énergie sous forme de lumière, de chauffage et de refroidissement. Dans l'UE, les disparités de revenus entre les hommes et les femmes sont l'un des facteurs d'inégalité en matière de pauvreté énergétique. Cependant, l'existence et l'ampleur de la pauvreté énergétique résultent de choix politiques macroéconomiques dans lesquels de nombreux États européens ont privatisé la fourniture d'énergie, introduisant des mécanismes de marché dans le calcul des coûts.

En Europe, les ménages monoparentaux dirigés par une femme et disposant de faibles revenus sont souvent confrontés à la pauvreté énergétique. Les femmes âgées sont également plus exposées en raison de leur espérance de vie plus élevée et de leurs pensions de retraite plus faibles. Au cours de l'été 2022, on estime que les vagues de chaleur extrême en Europe ont tué plus de 61 000 personnes, dont la plupart étaient des femmes de plus de 80 ans. Cela démontre que la pauvreté énergétique n'est pas un problème exclusivement lié aux mois d'hiver en Europe, mais qu'elle affecte également la vie des femmes pendant l'été, et que les considérations politiques doivent être prises en compte sur cette base.

Placer l'action féministe au cœur de la justice énergétique

La justice énergétique est apparue comme une réponse à la nécessité d'aborder les questions de justice sociale dans l'accès à l'énergie, l'utilisation de l'énergie et l'élaboration des politiques. Elle plaide en faveur d'un système énergétique mondial qui diffuse équitablement les avantages et les coûts des services énergétiques et qui dispose d'un processus décisionnel représentatif et impartial en matière d'énergie. Une approche féministe de la justice énergétique cherche à offrir des perspectives alternatives aux points de vue néolibéraux sur les solutions énergétiques, qui sont encore dominants dans l'élaboration des politiques européennes. Elle préconise un cadre intersectionnel et décolonial pour démanteler les structures de pouvoir

multidimensionnelles et s'attaquer aux inégalités qui en résultent, tout en s'éloignant de la consommation de combustibles fossiles.

Une transition juste et féministe cherche à remettre en question les perceptions sexistes de l'énergie, en reconnaissant que l'extraction et la consommation de combustibles fossiles servent souvent de démonstration de la masculinité tout en profitant au capitalisme fossile. La « pétro-masculinité » fait référence à la manière dont les valeurs masculines, telles que la robustesse, la force et l'autosuffisance peuvent décourager la transition vers les énergies propres parce qu'elles peuvent être considérées comme « faibles » et « féminines ». L'industrie de l'énergie étant directement liée à la masculinité toxique, les femmes et les personnes non binaires y sont encore plus marginalisées.

L'élaboration des politiques reste un moyen essentiel de remettre en question le système actuel, mais loin d'adopter une optique féministe, les approches d'intégration de la dimension de genre restent limitées. Le Green Deal européen publié en 2020 par la Commission européenne vise à atteindre la neutralité climatique d'ici 2050 dans l'UE. Pourtant, l'un de ses principaux objectifs, à savoir la réduction des émissions de carbone, ne tient pas compte du genre ni d'autres considérations intersectionnelles. En outre, les féministes ont appelé à passer de politiques aveugles au genre à des politiques de transformation du genre dans le contexte de la transformation du système économique de l'UE. Pour ce faire, le Green Deal européen ne doit pas être considéré comme une simple stratégie de croissance axée sur l'augmentation de la productivité intérieure brute, mais plutôt comme une priorité accordée à la protection des personnes et de la planète.

Recommandations

- ↪ L'UE et les États membres devraient reconsidérer les politiques énergétiques macroéconomiques, en transformant l'énergie comme produit commercialisable en une fourniture d'énergie basée sur la justice énergétique.
- ↪ L'UE et les États membres devraient renforcer une participation plus large afin d'inclure la société civile féministe lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies d'atténuation de la pauvreté énergétique.
- ↪ Les politiques, programmes et projets énergétiques devraient inclure les conclusions d'évaluations intersectionnelles de l'impact sur le genre afin d'identifier les différences potentielles d'impact sur les femmes, les hommes et les individus de genre différent. Cela signifie qu'il faut collecter beaucoup plus de données intersectionnelles ventilées par genre.

Projecteurs sur les femmes dans l'agriculture et l'énergie durable AUTRICHE & MOLDAVIE



L'engagement des femmes en tant que contributrices actives aux solutions d'énergie renouvelable hors réseau peut créer des opportunités pour leur leadership et leur emploi, en particulier dans le secteur de l'agriculture. En 2023, l'Agence autrichienne de développement a soutenu 32 entreprises agricoles dirigées par des femmes en finançant l'installation de panneaux photovoltaïques, de capteurs solaires et de chaudières à biomasse. Ces technologies permettent de produire de l'électricité propre et fiable, de chauffer l'eau et d'améliorer l'efficacité énergétique globale. Cette initiative favorise non seulement l'adoption des énergies renouvelables et des technologies à haut

rendement énergétique, mais aussi la durabilité économique, en alignant les entreprises sur des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. On estime qu'à travers les 32 projets, avec une capacité totale de 518 kW et un taux de couverture moyen de 50 % des besoins actuels de consommation d'énergie, l'énergie verte générée pourrait entraîner des économies annuelles minimales de 780 000 lei moldaves (40 500 €). Cela contribue à une réduction estimée de 152 tonnes d'émissions de carbone par an.



Auteurs : Elena Georgiardi (GenderCC), Emma Rainey (WIDE+)

Rédaction : Gea Meijers (WIDE+)

Conception graphique : Stephanie Höglund (WIDE+)

Clause de non-responsabilité : Financé par l'Union européenne. Les points de vue et avis exprimés n'engagent toutefois que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne sauraient en être tenues pour responsables.

Abréviations

DG : Directions générales

UE : Union européenne

TFUE : Traité de fonctionnement de l'Union européenne

Bibliographie

Ahrendt, D., Cabrita, J., Clerici, E., Hurley, J., Leončikas, T., Mascherini, M., Riso, S., & Sándor, E. (2020). Living, Working and COVID-19. Eurofound, Publications Office, Luxembourg. <https://www.eurofound.europa.eu/en/publications/2020/living-working-and-covid-19>

Cecelski, E. (2023, July 14). The lack of gender targets for clean energy is harming women and girls. SDG Action. <https://sdg-action.org/the-lack-of-gender-targets-for-clean-energy-is-harming-women-and-girls/>

Clancy, F., & Feenstra, M. (2019). Women, Gender Equality and the Energy Transition in the EU. [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2019/608867/IPOL_STU\(2019\)608867_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2019/608867/IPOL_STU(2019)608867_EN.pdf)

Daggett, C. (2018). Petro-masculinity: Fossil Fuels and Authoritarian Desire. *Millennium*, 47(1), 25-44. <https://doi.org/10.1177/0305829818775817>

ELGE. (2017). Energy. https://eige.europa.eu/gender-mainstreaming/policy-areas/energy?language_content_entity=en#:~:text=From%20a%20gender%20and%20human,heating%20and%20indoor%20air%20quality

Enerdata. (2022). Energy crisis: opportunity or threat for EU's energy transition? <https://www.enerdata.net/publications/executive-briefing/energy-transition-impact-ing-energy-crisis.html>

European Parliament. (2023). Factsheet - Energy Policy: General Principles. <https://www.europarl.europa.eu/factsheets/en/sheet/68/energy-policy-general-principles>

European Parliament. ITRE - Committee Members. <https://www.europarl.europa.eu/committees/en/itre/home/members>

Kraft, C., Qayum, S., Pröstler, K., & Schuber, C. (2023). Gender Equality and the Sustainable Energy Transition. UN Women and UNIDO, New York and Vienna. <https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2023/05/gender-equality-in-the-sustainable-energy-transition>

Kwai, I. (2023). Heat Waves Are Killing Older Women. Are They Also Violating Their Rights? *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/by/isabella-kwai>

Rodrigues, H. (2023). Women in Wind: A Missing Piece of the EU Offshore Renewable Energy Transition. WWF. <https://www.feu.awsassets.panda.org/downloads/wwf---women-in-wind-the-missing-piece-of-the-eu-offshore-renewable-energy-transition.pdf>

Sovacool, B.K., Bell, S.B., Daggett, C., Labuski, C., Lennon, M., Naylor, L., Klinger, J., Leonard, K., & Firestone, J. (2023). Pluralizing energy justice: Incorporating feminist, anti-racist, Indigenous, and postcolonial perspectives. *Energy Research & Social Science*, (97). <https://doi.org/10.1016/j.erss.2023.102996>

United Nations Development Programme. (2024). Global Sustainability Energy Hub: ENERGY AND GENDER EQUALITY. <https://www.undp.org/energy/our-work-areas/energy-and-gender-equality>

UNDP. (2023). 32 agricultural businesses led by women will become more energy-efficient with support from Austria and UNDP. <https://www.undp.org/moldova/press-releases/32-agricultural-businesses-led-women-will-become-more-energy-efficient-support-austria-and-undp>

UN Women. Facts and figures: Women's leadership and political participation. <https://www.unwomen.org/en/what-we-do/leadership-and-political-participation/facts-and-figures>

À propos du projet

Le projet « Gender and Climate Justice: Knowledge for Empowerment » [Genre et justice climatique : savoir en faveur de l'autonomie], acronyme « COPGendered », est un projet financé par l'UE dans le cadre du programme Erasmus+ qui a débuté en décembre 2022 et durera trois ans. Ce projet est dirigé par WIDE+ et par le consortium transnational de sept partenaires principaux, dont Gender CC, WIDE Autriche, GADIP, KULU Women and Development, Mundubat et CSCD. L'objectif principal est de doter les apprenants d'outils, de connaissances et de méthodologies leur permettant de comprendre et d'aborder les liens critiques entre l'inégalité des sexes et la crise climatique.

Ce document d'information fait partie d'une série de documents qui approfondissent des thèmes spécifiques sur le lien entre le genre et la justice climatique. Il s'agit des documents d'information suivants :

- Genre et justice climatique
- Justice climatique, genre et LGBTIQ
- Justice climatique, genre et transport
- Genre et migration induite par le climat
- Justice climatique, genre et extractivisme

Pour en savoir plus sur le projet COPGendered : <https://wideplus.org/copgendered-project/>



Mundubat



Center for Sustainable Communities Development

